

## Brexit, and the story continues

Les Britanniques n'arrivent décidément toujours pas à se mettre d'accord au sujet du Brexit. Mercredi soir, le Parlement britannique a ainsi approuvé une proposition visant à «ne jamais quitter l'Union européenne sans accord». Jeudi soir, le parlement a également voté le report du Brexit du 29 mars au 30 juin. Le Royaume-Uni demande donc clairement à l'UE de pouvoir rester membre pendant encore trois mois, afin de régler tous les aspects pratiques de son départ. La condition pour ce report, c'est que le parlement approuve - pour mercredi 20 mars au plus tard - l'accord de la Première Ministre Theresa May, déjà recalé à deux reprises.

Si le parlement rejette à nouveau l'accord proposé par Theresa May, cela pourrait impliquer un report du Brexit à long terme. Dans ce cas, le Royaume-Uni restera plus longtemps dans l'UE ; il devra peut-être encore participer aux élections européennes qui se dérouleront du 23 au 26 mai, et aussi contribuer au budget européen.

### Que va-t-il se passer à présent ?

Avec la menace d'un report à plus long terme, la Première ministre Theresa May espère convaincre les «pro-Brexit» de son propre parti d'approuver son 3<sup>e</sup> accord. Mais les chances d'y arriver sont plutôt minces, étant donné que l'UE n'autorisera plus de modifications de l'accord obtenu le 11 mars.

Si la 3<sup>e</sup> proposition de Theresa May est à nouveau rejetée la semaine prochaine, plusieurs options s'offriront à elle. Soit elle reviendra une semaine plus tard avec une nouvelle proposition (la 4<sup>e</sup>) soit elle demandera un nouveau report de délai à l'Europe. Cette dernière solution permettrait d'envisager toutes sortes de formes de Brexit «plus soft». Ou d'apporter divers amendements, comme celui qui stipulerait que c'est au parlement britannique de décider.

La semaine prochaine, les dirigeants de l'UE se réuniront dans le cadre de l'European Council Meeting. Downing Street s'attend à ce que - si le parlement britannique approuve l'accord - la demande de report soit approuvée par l'Europe lors de la réunion des 21 et 22 mars.

### Notre scénario de base

Notre scénario de base est le suivant : Theresa May va devoir conclure un accord dans son pays, au-delà des clivages des partis. Il peut s'agir par exemple d'un accord *a minima* avec le Labour, principal parti d'opposition, pour rester dans une union douanière ou même dans le marché unique (scénario norvégien) ou d'une variante entre le scénario norvégien et le deal de Theresa May.

### Le scénario du No Deal est-il totalement abandonné ?

Non. Pour éviter un «No Deal», le parlement britannique doit disposer d'une alternative. Par exemple, faute d'accord au sujet d'une union douanière ou d'un scénario norvégien, ou encore sur un nouveau référendum, le risque subsiste que, tôt ou tard, on aille droit vers un «No Deal Brexit». Certes, ce risque est réduit et semble à présent relativement faible, mais en dépit du vote de la majorité le 13 mars contre un No Deal, on ne peut toujours pas exclure une sortie sans accord.

### Y a-t-il des alternatives ?

Oui, il reste encore pas mal d'alternatives. Par exemple, un nouveau référendum. Jeudi, l'amendement en faveur d'un nouveau référendum a été rejeté massivement, parce que le Labour, parti d'opposition, avait fait savoir à l'avance que ce n'était pas le bon moment pour un tel vote. Mais si le Labour venait à changer d'idée, un référendum pourrait vite être organisé.

Autre alternative : sortir de l'UE lorsque des négociations au sujet de l'accord commercial auraient été finalisées. Des élections sont aussi possibles, de même que le remplacement de Theresa May par un collègue de son parti. Le R-U pourrait aussi décider de renoncer purement et simplement au Brexit, ce qui est possible à la majorité ordinaire.

### Des marchés nerveux

Une chose est claire : la saga du Brexit est loin d'être terminée et la nervosité va continuer de régner sur les marchés. Nous espérons toujours une issue favorable, même si elle peut encore se faire attendre pendant des mois. N'oublions pas non plus que la guerre commerciale n'est pas encore finie, que le monde des investisseurs internationaux observe aussi d'un œil méfiant la politique italienne et que nous attendons les signes de reprise de la croissance chinoise qui devraient contribuer à soutenir l'économie mondiale...

### Que pouvez-vous faire ?

Pour ceux qui souhaitent le rendement le plus élevé à terme, notre stratégie reste l'achat d'actions étalé dans le temps. Dans l'environnement actuel de croissance et de taux, c'est la solution la plus raisonnable. Il convient toutefois de vérifier un certain nombre de choses.

L'investissement répond-il toujours à vos intentions initiales ? S'agit-il encore d'un investissement long terme ? S'agit-il toujours d'argent dont vous n'aurez pas besoin pendant un certain nombre d'années ? Acceptez-vous toujours les fluctuations du marché ? Si vous pouvez répondre «oui» sans réserve à ces questions, à terme, la meilleure solution consiste à rester dans le marché. C'est la manière de conserver votre pouvoir d'achat.

Si vous voulez détenir moins de risques dans votre portefeuille, il existe toutes sortes de solutions comme la gestion mixte et la Branche 23. N'hésitez pas à contacter votre conseiller financier pour en parler.

Jan Vergote – Head of Investment Strategy  
Belfius Banque & Assurances